

***Appel d'Offres Ouvert National sur offres de prix
n°02/2024
(Séance publique)***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIEL
INFORMATIQUE ET LOGICIELS POUR LA
CAISSE DE COMPENSATION (LOT UNIQUE)**

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON	04
Article 2	:	CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES	04
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	04
Article 4	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	04
Article 5	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ	04
Article 6	:	REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AUX MARCHES	04 à 05
Article 7	:	VALIDITÉ DU MARCHÉ- DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	05
Article 8	:	SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	05
Article 9	:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	05
Article10	:	NANTISSEMENT	05-06
Article11	:	SOUS-TRAITANCE	06
Article12	:	DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	06
Article13	:	NATURE DES PRIX	06
Article14	:	CARACTÈRE DES PRIX	06
Article15	:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DÉFINITIF	06-07
Article16	:	RETENUE DE GARANTIE	07
Article17	:	ASSURANCES - RESPONSABILITÉ	07
Article18	:	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	07
Article19	:	DÉLAI DE GARANTIE	07
Article20	:	CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON	07
Article21	:	RECEPTION PROVISOIRE DU MARCHÉ	07
Article22	:	RECEPTION DÉFINITIVE DU MARCHÉ	08
Article23	:	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	08
Article24	:	PÉNALITÉS DE RETARD	08
Article25	:	DROITS D'ENREGISTREMENT	08
Article26	:	CAS DE FORCE MAJEURE	08
Article27	:	ARRÊT DE LA PRESTATION	09
Article28	:	RÉSILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	09
Article29	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET CONFLIT D'INTÉRÊT	09
Article30	:	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	09
Article31	:	AVANCES	09



CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS	10-11
ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE	11
ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	11
ARTICLE 35 : BORDEREAUX DES PRIX DETAIL- ESTIMATIF	12



✓

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent appel d'offres ouvert national sur offres de prix, a pour objet l'**acquisition de matériel informatique et logiciels pour la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-**.

Lieu de livraison : la Caisse de Compensation à Rabat : Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat.

Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres, consiste à l'**acquisition de matériel informatique et logiciels** pour la Caisse de compensation.

Les caractéristiques des prestations sont indiquées dans l'article 32 du chapitre II.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent appel d'offres est la Directrice de la Caisse de compensation.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix – détail estimatif.
4. La documentation/prospectus technique ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché issus de cet appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;



✓

- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics
- L'Arrêté n° 1692-23 du 23 Juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et visa par le Contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de livraison objet de cet appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois si le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le suivi de l'exécution du marché issu de cet appel d'offres est confié au service informatique.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

A défaut par le titulaire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du CCAG-T, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le prestataire pourra bénéficier du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Dans le cas d'une affectation en nantissement de marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de la Directrice par intérim de la Caisse de Compensation ;



[Signature]

- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 précitée ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbres de cette copie ainsi que ceux de l'original conservé par la Caisse de Compensation sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues au niveau de l'article 151 du décret n°2- 22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire est libre de sous-traiter une partie des prestations de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le Maître d'Ouvrage avant le commencement de l'exécution du marché.

La sous-traitance ne peut dépasser 50% du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché I.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, il est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous traitées.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Le matériel informatique et logiciels objet du présent appel d'offres doit être livré et installé, **dans un délai maximum de 60 jours** à compter la date prévue dans l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations.

ARTICLE 13: NATURE DES PRIX

- Le marché est à prix unitaires.
- Les sommes dues aux titulaires du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
- Les prix du marché issu de cet appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la livraison **du matériel informatique et logiciels** y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

15-1 Cautionnement provisoire

- Le montant du cautionnement provisoire ou de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **Huit mille Huit cent Dirhams (8.800,00 DH)**.

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.



15-2 Cautionnement définitif

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.
- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité sera appliqué.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAGT une retenue de garantie sera prélevée sur le montant du règlement effectué et ce dans les conditions prévues par l'article 64 du CCAGT et dans la limite de 7% du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 17: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 19 : DELAI DE DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **1 an** à compter de la date de réception provisoire.

ARTICLE 20: CONDITIONS D'EXÉCUTION- LIVRAISON

20.1. Conditions d'exécution :

Le matériel informatique et logiciels prévu dans le cadre de cet appel d'offres doit respecter la conformité aux spécifications techniques mentionnées dans l'article 32 du chapitre II du présent appel d'offres.

Si le matériel informatique et logiciels, est reconnu non conforme, la commission de réception rejette celles-ci en donnant les raisons de ce rejet. Le titulaire devra alors les remplacer. Le titulaire en subira seul les conséquences qui en découleraient.

Les délais pouvant être ouverts alors au titulaire pour présenter une nouvelle livraison, ne constituent pas eux-mêmes une justification valable d'une interruption des délais d'exécution.

Les frais de transport pour retour de matériel informatique et logiciels non conforme resteront à la charge du titulaire.

20.2. Livraison :

La livraison du matériel informatique et logiciels objet de cet appel d'offres sera effectuée au niveau du siège de la Caisse de Compensation, Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire se déroule conformément aux dispositions de l'article 73 du CCAGT ;

La commission désignée par le maître d'ouvrage procédera à la vérification de la conformité du matériel informatique et logiciels livrés par rapport à l'ensemble des obligations du marché et en particulier aux spécifications techniques décrites dans l'article 32 du chapitre II ainsi que la validation des prestations d'installation et de mise en service.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire. Cette réception sera prononcée par un procès-verbal établi à cet effet.



✓

7

ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux dispositions de l'article 76 du CCACT la réception définitive marque la fin de l'exécution du marché et libère le fournisseur de tous ses engagements vis à vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive du matériel informatique et logiciels, livré est prononcée à la fin du délai de garantie, si le fournisseur a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive du matériel informatique et logiciels livré donne lieu à l'élaboration d'un procès-verbal signé par les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le fournisseur. Une copie dudit procès-verbal est remise au fournisseur.

Dans ce cas, le montant de la retenue de garantie et le cautionnement définitif sont restitués au fournisseur dans les conditions prévues par l'article 19 du CCACT.

Si le fournisseur n'a pas rempli à la date de la réception définitive les obligations prévues par l'article 76 du CCACT, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCACT.

ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué dans un délai maximum de 60 jours Conformément aux dispositions du §A de l'article 60 du CCACT en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, et de l'application des pénalités de retard le cas échéant.

Le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en cinq (5) exemplaires indiquant les quantités livrées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte ouvert au nom du titulaire précisé dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres devra en temps utile, notifier par écrit tout changement, dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

ARTICLE 24 : PENALITES DE RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison, du matériel informatique et logiciels dans les délais prescrits au niveau de l'article 12 ci-dessus, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondant au matériel informatique et logiciels supplémentaire et à l'augmentation dans la masse des prestations.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCACT.

ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 7 du CCACT, le marché issu du présent appel d'offres reste assujéti aux droits pouvant découler des lois et règlements en vigueur en matière d'enregistrement.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure les dispositions de l'article 47 du CCACT s'appliquent.



✓

ARTICLE 27 : ARRET DE LA PRESTATION

Le maitre d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations objet du marché conformément aux conditions prévues par l'article 49 du CCAG-T.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE ISSUS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-22-431 précité et celles prévues par l'article 69 du CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché issu de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission du marché, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 162 du décret 2-22-431 précité s'appliquent.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation entre le maitre d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 et 82 du cahier des clauses administratives générales précité. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

ARTICLE 31 : AVANCES

Aucune avance ne sera octroyée selon les dispositions du décret n°2.14.272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière du marché publics.



Handwritten signature or mark.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Le matériel informatique et logiciels à proposer doit répondre aux spécifications techniques minimales suivantes :

DESIGNATION

Serveur Gen11 6426Y

2,5 GHz 16 cœurs 1P 32 Go-R MR408i-o 8SFF Module alim 1 000 W
2*Processeur Xeon-Gold 6426Y (2,5 GHz/16 cœurs/185 W)
2*Kit mémoire homologuée Smart Memory 32 Go (1x32 Go) Double face x8 DDR5-4800
2*Bai e SSD multifournisseur 480 Go SATA 6G Usage mixte Petit facteur de forme BC
2*Kit bloc d'alimentation enfichable à chaud 1000 W Flex Slot Titanium
Tech Care Basic Gen11 HW Service (Garantie 5 ans)
Avec installation sur armoire informatique et câblage de liaison avec commutateur SFP+ 10G/s et démarrage

Station de travail Z4 G5

Taille de la mémoire: 32 Go DDR5 4800 DIMM
Capacité de stockage: SSD 1 TB PCIe NVMe TLC M.2
Windows 11 Professionnel
Clavier USB 320K
Ports Avant : 2 ports USB Type-C® SuperSpeed, vitesse de transfert de 20 Gbit/s (alimentation USB);
2 ports USB Type-A SuperSpeed, vitesse de transfert de 5 Gbit/s; 1 prise combinée casque/microphone;
Ports Arrière : 1 port RJ-45; 1 entrée/sortie audio
Garantie 1an

NAS RackStation RS3621xs+

Mémoire : 32 GB (2*16 GB) DDR4 ECC RDIMM
RJ-45 10GbE LAN Port : 2
Stockage : Enterprise Series 2.5" SAS/SATA SSD, 6*3.84To
Support RAID 6, High Availability, Virtual Machine Manager
Alimentation : Double boîte alimentation.
Avec installation et câblage de liaison avec commutateur SFP+ 10G/s
Garantie 1 an.

SWITCH ADMINISTRABLE 2930F 24 PORTS 4SFP+

Type de périphérique: Switch 24 ports C3 Géré
Type de boîtier: Montable sur rack 1U
Sous-type: Gigabit Ethernet
Ports: 24 x 10/100/1000 + 4 x 1 gigabit/10 gigabit SFP+ (liaison montante)
Processeur: 1 x ARM Cortex-A9: 1.016 GHz
RAM: 1 Go DDR3 SDRAM
Mémoire Flash: 4 Go
Garantie 1 an
Avec installation sur armoire informatique et câblage de liaison SFP+ 10G/s avec 2 serveurs



Licence VMware vSphere 8 Essentials Plus

Kit for 3 hosts avec support basic 3 années

Installation et configuration d'une architecture à 3 hôtes.

Configuration du NAS pour le stockage partagé et l'utilisation avec VMware vSphere.

Licence Windows Server standard Edition 2022

Licence Office 365 Business Standard

ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE

La garantie couvre bien la correction des anomalies, l'installation, l'assistance, l'intervention sur site, les pièces de rechanges et la main d'œuvre.

La garantie couvre tous les frais nécessaires à la réparation et au remplacement des pièces de rechange ou matériel défectueux. Elle couvre aussi les frais de main d'œuvre, de déplacement du personnel et tout autre frais annexes.

Durant la période de garantie, le fournisseur s'engage à intervenir dans un délai de 24 h suivant la demande d'intervention.

A défaut de pouvoir régler la panne sur site dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de l'heure du 1er appel, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage un équipement de remplacement, au moins équivalent à celui défectueux, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit 48 heures à compter de l'heure du 1er appel.

Toute réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à compter de l'heure du 1er appel ;

Les interventions seront matérialisées par des fiches d'intervention validées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Les informations transmises au titulaire seront confidentiellement et limitées à ce qui est nécessaire à l'exécution du marché.



ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF**L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET LOGICIELS POUR LA CAISSE DE
COMPENSATION (LOT UNIQUE) :**

N°	DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNITAIRE DH/HT	TOTAL DH /HT
01	Serveur Gen11 6426Y	1		
02	Station de travail Z4 G5	1		
03	NAS RackStation RS3621xs+	1		
04	Switch administrable 2930f 24 ports 4sfp+	1		
05	Licence VMware vSphere 8 Essentials Plus	1		
06	Licence Windows Server standard Edition 2022	5		
07	Licence Office 365 Business Standard	33		
TOTAL HORS TVA				
TAUX TVA (20%)				
TOTAL TTC				

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)




2

PAGE 15 ET DERNIERE

En application des dispositions du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix (séance publique) n°02/2024 portant sur l'acquisition de matériel informatique et logiciels, pour la Caisse de Compensation à Rabat - lot unique-.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 Directrice de la Caisse de Compensation Signature : Rachida AABAD Rabat, le.....	Lu et accepté Rabat, le.....



✓